

CCIG info

moins
de papiers
plus
d'efficacité

devillard.ch

DU COPIEUR À LA GED

devillard

Bulletin d'information de la
Chambre de commerce, d'industrie
et des services de Genève

Exportations et change

Depuis quelques mois, les **exportations suisses** enregistrent une progression grâce au renforcement de l'euro.

PAGE 5

La CCIG et son réseau

Dans la série sur les structures auxquelles est associée la CCIG: le **Conseil de la statistique cantonale**.

PAGE 6

Développement durable

Les **appels d'offres** des marchés publics commencent à tenir compte des critères du développement durable.

PAGE 7

DIGITALISATION

La Suisse est-elle prête à relever le défi numérique ?

La digitalisation est partout dans les débats: elle fascine et effraie à la fois. La faïtière economiesuisse en a fait son thème pour la Journée de l'économie 2017, qui se déroulait à Genève. L'occasion de confronter points de vue théoriques et empiriques.



© Lumière Noire

En marge de la Journée de l'Économie 2017, la présidente de la Confédération Doris Leuthard a rencontré des représentants de l'économie genevoise. On reconnaît, de gauche à droite, Vincent Chapel (Helvetia Environnement), Laurence de la Serna (Jean Gallay), Philippe Menoud (IEM), Doris Leuthard, Frédérique Reeb-Landry (CCIG), Patrick Odier (Lombard Odier) et Michel Balestra (Balestrafic).

« La digitalisation ne doit pas remplacer l'humain »: c'est Heinz Karrer lui-même qui le dit. Le président d'economiesuisse approuve une automatisation intelligente, mais pas n'importe comment. Pour réussir la transition numérique, il faut mieux en définir les interactions: tenir compte du développement durable et miser sur la formation ou l'innovation, ce qui ouvrira de nouveaux profils, souligne-t-il. « Une ouverture d'esprit des employés et

des entrepreneurs s'impose, car on n'a plus un seul job dans sa vie. » Face à l'économie, le monde politique ne doit pas être un garde-fou, mais un accompagnateur. Par exemple, Heinz Karrer conseille d'introduire l'informatique dès l'école enfantine pour que chacun apprenne à devenir autonome.

Des exemples à suivre

C'était ensuite au tour du professeur Martin Vetterli, président de

l'EPFL, de s'exprimer. À ses yeux, la Suisse est contrainte de faire face au tsunami numérique. D'ailleurs, c'est elle qui a créé le premier robot humanoïde (Jaquet Droz) en 1780, conçue dans l'arc jurassien. Sans oublier qu'en 1990, l'Internet a vu le jour au CERN de Meyrin. Mais cette technologie a migré aux États-Unis, qui se sont réapproprié la découverte. « Pourquoi la Suisse a-t-elle laissé filer le numérique à l'étranger, alors qu'elle disposait là

d'un outil pionnier?, s'interroge-t-il. C'est vrai qu'elle a une taille trop petite pour s'imposer sans partenariat. Mais si la Silicon Valley californienne a autant servi de modèle au monde, c'est qu'elle s'est appuyée sur ses universités. » La Suisse pourrait s'en inspirer, en développant encore les recherches et prouver son savoir-faire.

Le pays dispose de tout, sauf de *venture capital*, ce capital-risque qui lui manque pour relever le défi. Elle ne peut plus se baser uniquement sur la *private banking*. En guise d'illustration au système actuel, le président de l'EPFL fait référence à l'économie du coucou: un oiseau qui dépose son œuf dans le nid de l'autre pour le faire couver.

Une entreprise à la pointe

Conviée à présenter son expérience, Carole Hubscher, présidente du Conseil d'administration de Caran d'Ache, a souligné que l'entreprise familiale genevoise centenaire avait

su aborder au mieux la transformation digitale. Avec ses 300 employés, elle a introduit la robotisation pour les tâches répétitives, a mené des recherches et a fait preuve de flexibilité afin de personnaliser ses articles. Caran d'Ache veut aussi créer une communauté d'intérêts en misant sur l'e-commerce. « Mais la digitalisation ne remplacera jamais l'artisanat qui a fait notre force, souligne Carole Hubscher. Il y a un jeu d'équilibre à trouver. Si le digital nous emmène vers des valeurs nouvelles, il reste complémentaire à l'écriture, qui gardera ses lettres de noblesse. »

« On vit trop bien en Suisse »

La Journée de l'économie s'est poursuivie autour d'une table ronde sur l'homme au centre de la numérisation. Premier intervenant: la société de cartonnage vaudoise Bobst, qui a intégré ce processus il y a 20 ans. Mais cette révolution en marche la pousse à renouveler sans cesse ses défis. Comme le souligne son Chief

suite page 2



CHEZ NOUS, LA STAR C'EST VOS ARCHIVES!

CONSERVATION ET GESTION
D'ARCHIVES PAPIER

NUMÉRATION ET
ARCHIVAGE ÉLECTRONIQUE

IRON MOUNTAIN®

Secur'Archiv

www.ironmountain.ch/fr
T: 022 827 80 25 ou 0800 00 24 24

FRÉDÉRIQUE REEB-LANDRY
Directrice générale



Et si les entreprises montraient l'exemple à l'Etat ?

Le projet de budget 2018 de l'Etat de Genève montre que, pour une fois, les revenus fiscaux, qui ont stagné – à plus de 8 milliards tout de même, pour 500 000 habitants – n'auront pas permis d'éviter les chiffres rouges. C'est un cas de figure hélas bien connu de nombreuses entreprises.

Mais que fait une entreprise dans une telle situation ? Vraisemblablement trois choses : elle réduit ses dépenses et se concentre sur les activités où elle apporte une véritable valeur ajoutée. Pour l'Etat, cela signifie renoncer à certaines prestations.

Ensuite, elle s'attache à accroître son efficacité pour déléguer les prestations essentielles ; elle supprimera, par exemple, les tâches désuètes ou chronophages afin de permettre à ses collaborateurs de se concentrer sur leur cœur de métier. Ainsi, la digitalisation apporte aujourd'hui une assistance efficace et rapidement rentable en matière de tâches administratives notamment.

Enfin, elle analyse sa structure de charges en vue de diminuer le poste principal, la masse salariale. Qu'on ne se méprenne pas, cela ne signifie pas forcément couper dans les effectifs. Les mécanismes salariaux automatiques, auxquels il faut ajouter le déséquilibré et généreux système de prévoyance de la fonction publique, constituent, pour l'Etat, une épée de Damoclès dont seules des réformes courageuses – et donc nécessairement impopulaires – permettraient de s'affranchir.

Relevons néanmoins deux points positifs. Tout d'abord, la dette a diminué de près d'un milliard de francs. Ensuite, le projet de budget prend en compte le retard en infrastructures du canton en maintenant un niveau d'engagement prévisible de près de 800 millions. Il est à espérer qu'un montant de 6,3 millions sera à disposition dans cette enveloppe pour financer les études de la traversée lacustre. C'est à ce prix qu'il sera possible d'élaborer un projet structuré et viable pour, enfin, achever ce contournement de Genève indispensable à nos entreprises.

Ce sont des conditions cadre adéquates qui permettront à l'activité économique de se développer et, donc, de créer de la richesse. Au bénéfice des rentrées fiscales et de l'équilibre budgétaire...

ÉDITORIAL

suite de la page 1 ▶

Executive Officer Jean-Pascal Bobst, « il s'agit d'identifier de bonnes stratégies d'entreprise et trouver un *Uber made in Switzerland* ».

Selon Doris Bianchi, adjointe du 1^{er} secrétaire de l'USS (Union syndicale suisse), beaucoup de choses restent inconnues dans la numérisation, et l'homme doit en garder le contrôle. « On ne peut pas se contenter d'une formation continue d'une semaine, mais doit favoriser une reconversion de l'employé. »

« La Suisse possède beaucoup de compétences, mais accuse un sérieux retard, car on vit trop bien en Suisse, reconnaît Uschi Backes-Gellner, professeure de gestion d'entreprise à l'Université de Zurich. Le système dual de formation est une force que notre pays doit pro-

mouvoir, tout comme l'esprit d'entreprise. Les jeunes semblent prêts à plus de flexibilité que leurs aînés. On vit donc un choc de générations, avec des apprenants qui coachent désormais leurs chefs. »

Constat sévère pour le conseiller national PLR vaudois Fathi Derder : « La formation suisse n'est pas à la hauteur. Pour moi, diminuer les fonds alloués aux EPF est une monumentale erreur d'investissement. En Suisse, on reste trop cloisonné au lieu de travailler main dans la main. On ne peut pas être pour ou contre l'évolution de l'économie, mais on doit réfléchir à comment l'adapter. Pour des gens qui ont des idées, il faudrait dérouler le tapis rouge. Au niveau de la politique migratoire, le mieux serait de libérer des forces vives, d'octroyer davantage de visas à but économique. Je pense que les

Départements fédéraux devraient engager un délégué au numérique. »

La Suisse doit rattraper son retard

Dans son discours, la présidente de la Confédération Doris Leuthard ne l'a pas caché : elle espère que la Suisse deviendra un modèle. Si le gouvernement a déjà donné une impulsion, le rythme est bien trop lent. La présidente aimerait étendre les infrastructures de réseau mobile : « On doit passer à la 5G. Mais beaucoup de communes ou de particuliers rechignent à installer des antennes devant chez eux. » À ses yeux, il y a un programme fédéral de formation continue à mettre en place en misant sur le relais des associations de branche.

La conseillère fédérale se bat pour ne pas agrandir le fossé numérique et garantir la cohésion sociale. Le gouvernement veut déjà assurer la cyber-sécurité du pays, œuvrer contre l'espionnage industriel et encourager l'automatisation des tâches répétitives. Mais aussi investir dans l'innovation, tout en adaptant la réglementation. « La Suisse peut perdre, mais aussi beaucoup gagner, conclut Doris Leuthard. La numérisation est donc une opportunité à saisir. » ■



Carole Hubscher, présidente du Conseil d'administration de Caran d'Ache, décrit les transformations digitales que son entreprise a réalisées.

Le commerce de détail en première ligne

Dans le secteur du commerce, la relation clients se verra bouleversée ces prochaines années. « L'avenir est dans le cloud (partage des données) et dans une interaction accrue entre le client et la marque », estime Jérémy Wagner, de Business & Décision. Désormais, le client contrôle la situation, et c'est à l'entreprise de s'adapter à ses

volontés. Mais la plupart des sociétés ont encore du mal à franchir le pas de la technologie. Il existe pourtant une vaste palette d'applications (parfois peu onéreuses) qui s'adaptent aux besoins des PME.

Selon la spécialiste du digital Camilla Lambotte, « l'intelligence artificielle se fait désormais par le

machine learning, par exemple en associant des images et des mots ». Autre option : les chatbots, ces robots programmés pour des services standards et répétitifs. Si les demandes sont trop particulières, le robot réoriente la demande vers l'humain, qui apporte son savoir-faire sur mesure. Le chatbot permet donc un substantiel gain

suite page 3 ▶

Votre partenaire de référence pour le recrutement de profils universitaires

- Publications d'offres d'emploi
- Forums carrières
- Réseau d'Alumni

022 379 77 02 | emploi@unige.ch

Employeurs **E**

U Université

Uni-emploi



UNIVERSITÉ
DE GENÈVE

de temps. Citons encore la réalité augmentée, qui crée une valeur ajoutée dans le service technique, l'immobilier ou la culture.

La digitalisation a évidemment ses limites. Elle ne doit en aucun cas

remplacer l'humain, mais la réalité est là : beaucoup de gens ne passent désormais plus par les magasins, préférant commander par Internet. De par la nature de l'e-commerce, une rupture survient souvent dans l'après-vente. C'est là

que l'entreprise doit apporter une réponse adaptée et réfléchir à maintenir un lien durable entre le client et le produit.

Bien sûr, il importe de protéger la sphère privée de la clientèle en

sécurisant la gestion de ses données. Une loi-cadre européenne se prépare pour 2018, avec des sanctions à la clé. On ne badine pas avec l'appétit grandissant de la digitalisation ! Comme l'ont récemment relevé devant des membres

de la CCIG des responsables d'Oracle, leader mondial du software d'entreprises, « le stockage des données s'est démocratisé. Il y a quelques années, il coûtait au minimum 50 000 francs, désormais 250 francs peuvent suffire. » ■

Doris Leuthard attentive à l'économie genevoise

En marge de l'Assemblée générale d'economiesuisse, la présidente de la Confédération Doris Leuthard a répondu favorablement à l'invitation de la CCIG et a consacré une petite heure à discuter digitalisation avec quelques entreprises membres.



La réunion avec la présidente de la Confédération, organisée par la CCIG, a permis à une petite délégation d'entrepreneurs genevois de témoigner du dynamisme de la région en matière de digitalisation.

Première oratrice, **Laurence de la Serna**, directrice générale de Jean Gallay SA, a expliqué que dans son entreprise, qui fabrique notamment des composants de moteur d'avions, la robotisation a pour objectif de réduire les coûts afin de produire plus sans augmenter

l'effectif. Cinq projets, destinés à des tâches répétitives, doivent être réalisés d'ici fin 2019.

Le président de SIG, **Michel Balestra**, a rapidement passé en revue les projets qui s'inscrivent dans le concept de *smart city*. Cela se traduit en

termes d'organisation interne de l'entreprise (projet EquiLibre, avec flexibilisation des horaires et travail à distance d'où limitation des transports et du trafic routier) ou techniques (GéniLac, qui utilise l'eau du lac pour rafraîchir les bâtiments en été et les réchauffer en hiver).

Vincent Chapel, président de Helvetia Environnement SA, a détaillé comment la digitalisation s'appliquait déjà à la collecte de déchets : outil de géolocalisation embarqué sur les camions, qui permet d'adapter en temps réel les parcours de la flotte de véhicules et des tournées de collecte en fonction des conditions d'exploitation et de circulation ou poubelles « intelligentes » équipées d'une puce pour détecter le taux de remplissage.

Fabriqueur en Suisse la totalité de ses machines, **Philippe Menoud**, directeur général d'IEM SA, a montré comment horodateurs, plateforme web et application, couplés aux capteurs de présence de véhicules, constituent un écosystème complet. Celui-ci pourrait un jour permettre d'appliquer un *dynamic pricing* au stationnement.

Enfin, **Patrick Odier**, associé-gérant senior du groupe Lombard Odier, a souligné que, dans la banque aussi, les services digitaux deviennent une norme, avec un quart des revenus bancaires qui proviennent de la vente de services digitaux à d'autres institutions. Cette solution *win-win* permet au groupe de dégager des revenus afin de financer le développement de la plateforme numérique et aux partenaires de réduire leurs coûts opérationnels.

La présidente de la Confédération a, pour sa part, rendu l'auditoire attentif au fait que, bien que le renchérissement de l'euro donne un coup de main à notre économie, le Brexit constituera probablement un frein à nos échanges. Dans ces conditions, avancer rapidement sur le terrain de la digitalisation est d'autant plus important que les autres pays n'attendent pas et pourraient se révéler plus rapides. ■

CAMPAGNE « INDUSTRIE DE GENÈVE »

Une industrie genevoise diversifiée

Forte de ses entreprises tournées vers l'international, l'industrie genevoise représente 60 % de la valeur des exportations cantonales (2016), 15 % du PIB genevois et 25 000 postes de travail dans des secteurs de pointe. Ces emplois s'adressent à tous les profils, avec une part toujours plus

importante de collaborateurs issus de formations supérieures. Les entreprises sont conscientes du

besoin constant d'innover et misent de façon significative sur la recherche et le développement. ■

Toutes les informations sur la campagne #Lemondedemain : www.industrie-geneve.ch, www.facebook.com/industriedegeneve/, www.instagram.com/industriedegeneve/, www.youtube.com/channel/UCaezU5uQvX87F6yRSonfd_A



PALAIS CREATIONS
TRAITEUR DES GRANDS EVENEMENTS

“FAIRE
POUR VOUS
LES CHOSES
EN GRAND”

Événements d'entreprise
Inaugurations
Lancements de produits
Cocktails
Banquets

Palais Créations SA
CP 112
1218 Le Grand-Saconnex
T. +41 (0)22 761 15 80

INFO@PALAISCREATIONS.CH
WWW.PALAISCREATIONS.CH

COMMERCE INTERNATIONAL

Maurice : un point d'entrée vers l'Afrique

Le ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur de l'île Maurice, Seetanah Lutchmeenaraido, a participé dernièrement à la CCIG à une table ronde, initiée conjointement par l'Ambassade de la République de Maurice et sa Mission permanente auprès de l'ONU.

Seetanah Lutchmeenaraido, qui n'était pas revenu en Suisse depuis 20 ans, a mis en avant les atouts de son pays. Le ministre s'est réjoui de la réouverture par Air Mauritius, en novembre prochain, de vols réguliers, une fois par semaine, entre Genève et l'île. Côté financier, le gouvernement mauricien encourage les investissements, mais prévoit des garde-fous pour les protéger et les rassurer. L'île s'apprête toutefois à signer un accord d'échange automatique de renseignements (EAR) avec la Suisse en 2018.

« On est l'océan »

Heerun Ghurburrin, conseiller au Bureau du Board of Investment de Maurice en France, a ensuite dressé les points forts de l'économie mauricienne. Un Etat qui a su développer des services favorables au secteur financier en soutenant, depuis 2006, 40 mesures de réforme telles que la réduction des tarifs à l'importation et la modification des lois sur l'immigration en faveur de l'investissement. Maurice est l'un des pays d'Afrique les plus prolifiques en termes d'accords commerciaux. « Nous ne sommes plus un caillou dans l'océan Indien, nous sommes l'océan », a souligné le ministre, faisant référence aux 2000 km² de l'île, qui est environnée de 2 millions de km² de zone maritime !

Une économie diversifiée

L'île Maurice est passée d'une économie strictement sucrière au 19^e siècle à un modèle diversifié basé sur le tourisme, les finances, le développement durable et les nouvelles technologies. Elle est désormais dotée d'un vaste réseau de fibre optique. C'est cette diversification qui lui a permis de résister aussi bien à la crise mondiale. Son avenir est sans doute dans les fintech ou les sciences de la vie. Il y existe actuellement 13 projets de *smart cities*, dont plusieurs sont en cours. De gros



Au centre, le ministre mauricien des affaires étrangères Seetanah Lutchmeenaraido et à droite, Vincent Subilia, directeur général adjoint de la CCIG.

efforts sont aussi menés pour que Maurice devienne un hub dans la formation des Africains afin de leur éviter de se déplacer jusqu'en Europe. L'objectif est de faire doubler en 2030 le PIB par habitant, qui a déjà été multiplié par 50 depuis 1970 !

Des rapports bilatéraux en série

Le directeur général adjoint de la CCIG, Vincent Subilia, a souligné les relations historiques entre les deux pays depuis 1862, mais aussi leur partenariat économique important. Maurice développe une stratégie économique dont la pierre angulaire est son rapport avec l'Afrique : il veut même devenir l'un

des points d'entrée vers ce continent pour le reste du monde, et un trait d'union particulier avec l'Inde. Il travaille déjà étroitement en bilatéral avec plusieurs Etats d'Afrique de l'Ouest et australe. Vu les similitudes de leurs activités, la Suisse et Genève veulent devenir une courroie de transmission avec Maurice, en développant en partenariat une place d'affaires commune. Cela commence par des accords de commerce ou industriels, par exemple sur la biotechnologie marine. La Chambre de commerce et d'industrie de Maurice et la CCIG vont d'ailleurs prochainement signer un projet d'accord de collaboration. ■

Voir en vidéo l'interview de M. Seetanah Lutchmeenaraido : www.youtube.com/CCIGeneva



Port-Louis, capitale de l'île Maurice.

L'île Maurice en quelques chiffres

- 1,3 million d'habitants
- 2000 km²
- Pays indépendant depuis 1968
- 3,5 % de taux de croissance annuel moyen du PIB.
- Secteurs économiques : 75 % tertiaire - 21 % secondaire - 4 % primaire
- 18 lignes aériennes et 3 millions de passagers par an

LE COIN DE L'ARBITRAGE

La CCIG et SCAI au cœur d'une semaine dédiée à l'arbitrage

La European Law Student's Association (ELSA) a organisé pour ses membres, fin août, une semaine de formation à Genève dédiée à l'arbitrage international. Le programme proposé a donné la parole aux cabinets et arbitragistes de renom de la place genevoise et suisse.

Dans ce cadre, la CCIG a accueilli les participants pour une introduction à l'arbitrage international par le professeur Tercier, suivie d'une présentation des spécificités du Règlement suisse d'arbitrage international (Règlement suisse) par Valérie Oreamuno, juriste responsable du Secrétariat de la Cour d'Arbitrage SCAI à Genève. Cette rencontre riche en échanges a permis de faire valoir les atouts de l'arbitrage en Suisse ainsi que du Règlement suisse aux participants, étudiants et jeunes professionnels venus de 28 pays.



De gauche à droite : Vincent Subilia, directeur général adjoint de la CCIG et président de SCAI, Pierre Tercier, professeur émérite de l'Université de Fribourg, et Valérie Oreamuno, responsable du Secrétariat de la Cour d'Arbitrage, avec les participants au ELSA Summer Law School on Arbitration.

L'arbitrage au service du secteur de la distribution

IDArb met l'arbitrage au service de tous les professionnels du secteur de la distribution. Cette initiative de SCAI et du IDI (International Distribution Institute), née sous l'impulsion de la CCIG, propose un mécanisme de résolution des litiges adapté aux spécificités du secteur de la distribution.

Ce mécanisme se fonde notamment sur le Règlement suisse d'arbitrage international, dont la procédure accélérée permet de garantir une résolution des litiges dans un délai de 6 mois, ainsi que sur la mise à disposition d'une liste d'arbitres hautement spécialisés dans les domaines de la distribution et de l'arbitrage international.

Ce projet sera présenté en détail aux professionnels de la distribution le 7 novembre prochain à l'Hôtel Warwick à Genève.

Pour en savoir plus : www.swissarbitration.org/events ou tél. 022 819 91 57

EXPORTATIONS

L'Accord sur les entraves techniques révisé

C'est un soulagement pour les entreprises suisses portées vers l'exportation : Berne a mis à jour avec Bruxelles l'Accord sur la reconnaissance mutuelle en matière d'évaluation de la conformité (ARM).

Cet accord commercial, conclu dans le cadre des bilatérales, doit continuer à assurer un accès facilité au marché européen autour de sept secteurs de produits (instruments de mesure, appareils électriques, ascenseurs, etc.).

En clair, les fabricants helvétiques pourront toujours vendre des produits dans l'Union européenne avec une seule évaluation de la conformité. On évite ainsi la multiplication inutile de certifications, mais aussi de fabriquer des produits différents pour les marchés suisse et européen. Cela clarifie aussi les responsabilités entre tous les acteurs impliqués, qu'il s'agisse des fabricants, des mandataires ou des importateurs. En conclusion, on réduit les coûts des entreprises exportatrices, qui gagnent donc en compétitivité. ■

■ POUR EN SAVOIR PLUS :

www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiqués.msg-id-67618.html

POLITIQUE MONÉTAIRE

Les exportations sur la bonne voie

Jean-Marc Falter,
BNS Genève

Les chiffres le prouvent: les exportations suisses, en particulier vers l'Europe, progressent depuis plusieurs semaines.

La demande étrangère n'a même jamais été aussi forte depuis dix ans, indiquait en juillet dernier le baromètre Credit Suisse et Switzerland Global Enterprise.

Quand l'Europe va bien, les produits estampillés « Made in Switzerland » sont davantage recherchés. Or, actuellement, l'euro se renforce face au franc suisse, avec un cours fluctuant autour de 1,15 franc. Et il pourrait se renchérir davantage en fonction de la politique de la Banque centrale et de la reprise de la croissance dans la zone euro.

La dernière enquête conjoncturelle du KOF le confirme: la plupart des entreprises suisses profitent de la détente intervenue sur le marché des changes, et c'est logiquement l'industrie d'exportation (dont l'industrie des machines) et le tourisme (dont l'hôtellerie) qui en bénéficient le plus. Et on le sait, Genève est particulièrement tournée vers l'étranger, avec l'horlogerie, la bijouterie et la chimie.

Le récent affaiblissement du franc face à l'euro produit sur les exportations un double effet positif: l'amélioration de la situation concurrentielle des entreprises suisses par rapport à leurs homologues européens et le bénéfice d'une croissance plus soutenue dans l'Union européenne. Les pers-

pectives aux Etats-Unis sont plus compliquées à jauger, vu le cours fluctuant du dollar par rapport au franc depuis début 2017.

Gare à un retour de balancier

« Il n'y a pas de changement de cap de la Banque nationale suisse, suite à l'examen de la situation économique et monétaire opéré le 12 septembre dernier* », nous a confirmé Jean-Marc Falter, membre de la Direction de la BNS à Genève. L'institution maintient donc sa politique monétaire inchangée. Pourquoi ce statu quo? La BNS a estimé que, vu l'incertitude entourant le marché des changes, la prudence était de mise, mais aussi que la valeur du franc demeure élevée.

En comparaison internationale, l'inflation reste – il est vrai – basse en Suisse et le potentiel économique des entreprises pas toujours bien exploité. La BNS doit tenir compte non seulement du cours de l'euro, mais aussi de celui du dollar. « Un changement prématuré de la politique monétaire pourrait contrarier la reprise actuelle », estime Jean-Marc Falter.

Gros efforts des entreprises suisses

Malgré la reprise des exportations, l'industrie des machines reste pru-

dente dans ses investissements, soulignait récemment l'organisation Swissmechanic, sur la base d'une enquête.

Relevons enfin que les entreprises ont fait de gros efforts pour réduire leurs coûts et rester compétitives, après l'abolition du taux plancher en janvier 2015. Logiquement, les PME ont mis plus de temps à s'adapter au franc fort que les grandes sociétés.

Nombre d'entreprises helvétiques souhaitent aussi vivement des accords de libre-échange avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. La Suisse dispose à ce jour de 28 accords douaniers avec 38 pays hors Union européenne ou AELE.

S'y ajoute un coup de pouce à l'exportation, avec la mise au jour de l'Accord sur la reconnaissance mutuelle en matière d'évaluation de la conformité (ARM) (voir article p. 4) Conclu entre Berne et Bruxelles, il garantit une reconnaissance des mesures effectuées par des organismes étrangers. Il a au moins un triple avantage: il réduit les coûts des entreprises concernées, élimine les entraves au commerce et lutte contre l'îlot de cherté en Suisse. ■



* Tous les trois mois, la Direction générale de la BNS adopte une position collégiale, après analyse méticuleuse du contexte. Par le biais de ses cinq bureaux régionaux, la BNS opère elle-même des visites d'entreprises représentatives pour prendre le pouls exact de l'économie.

INFO CCIG

Sponsor de la CCIG: Un partenariat « win-win »

Chaque année, la CCIG renouvelle son partenariat avec une vingtaine d'entreprises, qui ainsi profitent de son réseau privilégié et soutiennent son engagement en faveur de la défense des conditions cadre.

En effet, être Sponsor de la CCIG permet:

- d'accéder à un réseau de plus de 2500 entreprises membres
- de s'adresser aux entreprises à travers divers outils de communi-

cation et/ou d'événements organisés autour d'un thème spécifique

- d'allier sa marque à la réputation de la CCIG
- et de marquer son engagement pour le tissu économique local, à travers la défense des conditions cadre.

■ POUR TOUTE INFORMATION: Frédérique Reeb-Landry, directrice générale de la CCIG
Tél. 022 819 91 20

Dans le cadre du Sponsoring, la CCIG offre:

- **exclusivité**: un seul Sponsor par domaine d'activité
- **stabilité et prévisibilité**: Sponsoring sur trois années au moins
- **visibilité sur ses supports de communication destinés aux décideurs économiques de la région** (imprimés et électroniques)
- **contact personnel avec les chefs d'entreprise et les cadres supérieurs genevois grâce à la participation aux événements de la CCIG**
- **contact privilégié avec les partenaires de la CCIG.**

Pour en savoir plus: www.ccig.ch/ccig/Sponsors

Bienvenue à la CCIG!



Pour la deuxième fois, le service Communication a le plaisir d'accueillir un stagiaire maturité professionnelle commerciale.

Pendant son stage de 52 semaines, David Mlikota sera appelé à organiser des manifestations de A à Z et participera à toutes les activités de ses collègues. Il aura notamment à assurer l'accueil des participants lors des événements. ■

SUVWOW

NOUVEAU SUV COMPACT
CITROËN C3 AIRCROSS

More Space, More Versatility
#EndlessPossibilities



citroen.ch

CITROËN
GENÈVE

PSA Retail (Suisse) S.A. — Succursale de Genève

Route des Acacias 27, 1227 Les Acacias / Genève – Tél. 022 308 03 53 - 022 308 02 49 – www.citroen-geneve.ch

CCIG Compte rendu

7 h 30 de la Chambre du 21 septembre 2017



De gauche à droite: Alexandra Rys (CCIG); Jean Triboulet (BfB); Johann Tissandier (Safe Host); Myriam Hoffmann (Première Impression); François Pralong (La Tour Réseau de Soins); Elder Lourenco (Fert&Cie Voyages); Daniel Gustave (Cap image)

Groupe hospitalier privé de référence sur le canton de Genève, **La Tour** se compose de l'Hôpital de La Tour, de la Clinique de Carouge et du Centre médical de Meyrin. Il accueille 7000 patients hospitalisés chaque année, assure 300 000 prises en charge ambulatoires dont 40 000 urgences, 5800 interventions chirurgicales et forme 40 médecins dans sept disciplines médicales. Ses activités sont organisées autour de l'orthopédie et la médecine du sport, la cancérologie, le métabolisme et l'obésité, la médecine interne, la cardiologie, la femme et l'enfant.
www.latour.ch

La **Maison FERT** bénéficie de 146 ans d'expérience dans les secteurs du voyage et du transport de vins. Ses experts sont passionnés et spécialistes en voyage sur mesure, voyages d'affaires et voyages événementiels. Avec ses bureaux à Genève, Zurich, Londres et Pékin et son affiliation au réseau ITP, International Travel Partnership, FERT garantit un service humain de

proximité et les avantages d'un réseau international performant.
www.fert.ch

BfB, fiduciaire romande, emploie 55 collaborateurs, experts-comptables ou fiscaux diplômés. Ses 12 associés lui assurent une parfaite indépendance. De la création de société à sa liquidation, en passant par la tenue de la comptabilité, la révision des comptes, les conseils fiscaux, légaux et économiques, la révision LBA ainsi que les affaires personnelles, BfB accompagne ses clients depuis 125 ans.
www.bfb.ch

CAP image est une agence de communication audiovisuelle genevoise, spécialisée dans la conception, la réalisation et la production de supports audiovisuels professionnels. Depuis 2005, elle a capitalisé sur son savoir-faire en matière de production audiovisuelle pour proposer des solutions innovantes autour des technologies immersives, telles que la Réalité Virtuelle, la Réalité Augmentée, la Vidéo ou Photo 360° et le Serious Game.
www.capimage.ch

Depuis 1993, **Myriam Hoffmann** alias Mademoiselle M aide ses clients à être et se sentir beau tout en les libérant du diktat de la mode et des médias. Transposés dans le cadre professionnel, ses services apportent une plus-value à l'image des collaborateurs et de l'entreprise. Par une optimisation de leur présentation et de leur savoir être, les collaborateurs développent une assurance, leur donnant ainsi plus de crédibilité.
www.premiere-impression.com

Créée en 2000 à Genève, **Safe Host SA** propose une gamme complète de services d'hébergement informatique au sein de ses trois Data Centres sécurisés certifiés ISO 9001 et 27001, situés à Plan-les-Ouates, Avenches et Gland. Elle met à disposition de ses clients un environnement sécurisé, fiable et rentable pour assurer la disponibilité continue de leurs systèmes informatiques et des services adaptés à leurs besoins spécifiques.
www.safehost.com/fr

CCIG & CO

Conseil de la statistique cantonale



Chaque mois, le CCIGinfo présente une structure régionale dans laquelle la CCIG s'investit, en participant à des commissions et groupes de travail. Place au Conseil de la statistique cantonale (CSC), au sein duquel siège un membre de la Direction de la CCIG, en l'occurrence Alexandra Rys.

Interview de **Yannic Forney**, chef de projet à la FER Genève et ex-statisticien/économiste de l'OCSTAT, représentant pour l'Union des associations patronales genevoises (UAPG).

Que représente le CSC ?

C'est une commission consultative destinée à assurer une concertation entre les partenaires de la statistique régionale. Elle se réunit une à deux fois par an, principalement pour valider le programme pluriannuel de la statistique cantonale.

De qui se compose-t-il ?

Il se compose de douze représentants qui sont les principaux utilisateurs de la statistique publique. L'objectif principal des commissaires est d'orienter l'offre de la statistique, afin qu'elle corresponde au mieux aux besoins des utilisateurs. Il est important d'avoir les données les plus exhaustives possibles, afin de pouvoir les exploiter et d'en tirer des publications utiles à tous.

Que publie-t-on comme données statistiques ?

Il y a beaucoup d'éléments qui sont publiés sur le site Internet de l'OCSTAT, qui fournit des contenus répartis dans 21 thèmes. Toutefois, on retrouve en général les données actualisées d'une année à l'autre (classiques) ainsi que celles issues de nouvelles enquêtes ou d'élargissement de bases de données. On y trouve également les chiffres issus de l'Observatoire statistique transfrontalier. Le statisticien les publie après exploitation des résultats. À côté de cela, il est en charge de différentes publications. Il a pour devoir de s'en tenir au fait, sans porter de jugement de valeur.

À qui cela sert-il ?

À un spectre très large d'acteurs (autorités publiques, particuliers, entreprises, etc.), mais la statistique publique a pour vocation de fournir des données accessibles à tous. Certaines analyses statistiques ne proviennent toutefois pas toutes de la statistique publique. Il existe des fonds de recherche privé pour des enquêtes spécifiques. Toutefois, j'ai l'impression qu'il n'y a pas de concurrence au niveau de l'information récoltée, mais souvent des compléments, ce qui est une bonne chose en soi !

Genève est-elle à la pointe dans la statistique ?

Oui, en tous les cas, elle se montre précurseur pour la mise en ligne de ses données, gage supplémentaire d'une grande transparence. Qu'on parle de collectes de chiffres ou de prospections, le canton dispose d'éléments quantitatifs et de publications de tout premier ordre.

LE CHIFFRE CLÉ

28,5%

PART DU SECTEUR « CONSEILS ÉCONOMIQUES, JURIDIQUES OU COMMERCIAUX » SUR L'ENSEMBLE DES ENTREPRISES MEMBRES DE LA CCIG AU 31 DÉCEMBRE 2016

e-services

C'est fou comme quelques clics peuvent améliorer un voyage.

ResaPark • Priority Lane • Salon VIP



Réservation
www.gva.ch/eservices

by GENEVE
AÉROPORT

PARTENAIRE

Skynight au cœur des Fêtes de Genève

Chaque été, le Grand Feu d'artifice est sans conteste le point culminant des Fêtes de Genève. Les effets pyrotechniques illuminent toute la rade, et sont désormais appuyés par des jeux de lumière positionnés sur chaque rive, le pont du Mont-Blanc et la Neptune.

Côté musique, la diffusion sonore déployée sur le même périmètre complète ce spectacle grandiose pour le plus grand plaisir des 500 000 spectateurs présents.

Les ressources mobilisées pour le montage, l'exploitation et le démontage sont un véritable défi, d'autant que Skynight est partenaire d'une série d'événements importants durant cette période, comme le Montreux Jazz Festival, la Lake Parade, Sion sous les Etoiles, Estival Jazz à Lugano, le Paléo et le festival du film de Locarno. Installer autour de la rade des centaines de haut-parleurs et de projecteurs, connectés ensemble par plus de 3 km de fibre optique n'a rien d'anodin, même avec beaucoup d'expérience.

Un tel chantier exige une planification, une logistique, des compétences et des qualités humaines que Skynight a été fière de mettre au service de cet événement unique.

Spécialisée depuis plus de 30 ans dans l'audiovisuel, la société Skynight est partenaire technique de nombreux artistes, producteurs de spectacles et organisateurs d'événements en tout genre, d'institutions et entreprises désireuses de créer et mettre en place une manifestation ou de réaliser une installation permanente. Experte dans les métiers de la sonorisation, de l'éclairage, de la vidéo et des structures de scène, Skynight propose donc à ses clients des prestations complètes et personnalisées, comprenant analyse, conseil, conception et réalisation.

Une cinquantaine de collaborateurs animés par une passion commune, spécialisés et formés en continu, œuvrent sur plusieurs centaines d'événements dans l'année pour apporter les meilleures solutions. En termes d'outils, Skynight, c'est un parc matériel régulièrement renouvelé et complété pour rester à la pointe des nouvelles technologies. 6700 m² sont actuellement nécessaires pour héberger tout ce matériel. Par ailleurs, soucieuse de répondre rapidement et efficacement aux besoins particuliers du marché, l'entreprise possède trois sites en Suisse et une filiale en France. Depuis ses débuts, Skynight s'est développée de manière constante, grâce à une croissance organique permettant des investissements conséquents et réguliers. ■

RENCONTRE DU MANAGEMENT DURABLE

Le développement durable a-t-il désormais un impact sur les appels d'offres ?



De gauche à droite, Olivier Brüggimann; Nathalie Hardyn; Amandine Velasco; Rémy Zinder; Leila Asloun de Vries; Andrea Baranzini.

Les dernières Rencontres du Management durable (RMD) organisées à la CCIG ont permis d'évoquer l'intégration des principes du développement durable dans les appels d'offres sur les marchés publics, avec le témoignage de deux cheffes d'entreprise et d'un expert du secteur.

Décrocher un mandat sur un marché public, lors d'un appel d'offres, peut constituer un enjeu financier de taille pour une entreprise*. La révision de l'Accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) a donné lieu en 2017 à une refonte des pratiques. Comme le souligne Olivier Brüggimann, directeur d'ecoLive, les entités politiques ont longtemps privilégié la solution « la moins-disante » ou la moins coûteuse. Désormais, c'est plutôt le meilleur

rapport qualité-prix qui prévaut, ainsi qu'une approche globale du « cycle de vie », en tenant compte de l'impact sur l'environnement.

Il n'y a pas que le prix qui compte

Directrice de ProP SA, Leila Asloun de Vries apporte une expérience intéressante. Son entreprise de gestion des déchets, de nettoyage et de recyclage ne mise pas que sur le critère du prix : les procédures d'achats responsables permettent une amélioration de la qualité globale du produit et une meilleure gestion du risque. Elles valorisent l'image de l'entreprise, luttent contre des dérives des conditions de travail ou d'impact environnemental. D'un autre côté, ProP SA sensibilise les collectivités, en particulier les communes, au développement durable. Leila Asloun de Vries ne

considère pas que se doter de labels de qualité coûteux soit forcément indispensable. Elle constate que « pour les clients, la communication des actes concrets en faveur du développement durable peut suffire à les fidéliser ».

Des atouts à plusieurs titres

De son côté, Amandine Velasco, co-fondatrice de Revolution Food, un traiteur qui a remporté le Prix cantonal de développement durable 2017, indique qu'« adopter une approche éco peut paraître a priori risqué, mais cela se révèle souvent payant à terme. Notre entreprise s'appuie sur son réseau préexistant pour bénéficier d'un bon bouche-à-oreille. Mais cela ne suffit pas, bien sûr, il faut connaître ses points faibles pour s'améliorer en permanence. »

Comment Revolution Food favorise-t-elle concrètement le développement durable ? Côté économique, elle mise sur des produits de saison, une valorisation du produit et un prix accessible. Côté social, elle remet les invendus aux démunis, prône un engagement social et une promotion de la santé. Enfin, côté environnement, elle privilégie une agriculture biologique, une centralisation de l'approvisionnement et une politique des déchets poussée, et s'apprête à acheter un véhicule électrique. ■

Voir aussi la vidéo d'Amandine Velasco : <https://youtu.be/Xy52B3N28SQ>

* Voir aussi CCIGinfo No 9 – 2015 et CCIGinfo No 2 – 2017.

Tout savoir sur les marchés publics

Très sensible à l'importance des marchés publics pour ses membres, la CCIG co-organise le 19 octobre prochain, avec l'isade (Institut suisse des administrateurs) et le CSDA (Cercle Suisse des Administratrices), le séminaire **Marchés publics : un enjeu stratégique** pour les entreprises (programme et inscriptions : www.ccig.ch/agenda).

M^e Bertrand Reich, avocat spécialisé en marchés publics, et Claude Devillard, directeur général de Devillard SA, apporteront leur expérience de terrain. Ce rendez-vous, qui s'adresse aux administrateurs comme aux dirigeants, décortiquera les mécanismes des appels d'offre publics et communiquera les bonnes pratiques de soumission. Il aura lieu à la CCIG.

Pour rappel, les marchés publics en Suisse représentent un enjeu de 40 milliards de francs par an. Mais la possibilité offerte aux sociétés étrangères de soumissionner pour certains mandats dissuade souvent nombre d'entreprises locales de soumettre des offres. La complexe législation des AIMP les expose en effet à une rude concurrence, car elle donne une accessibilité à un grand nombre d'entreprises, édicte des règles et critères stricts. Toutefois, cette pratique assure une égalité de traitement, garantissant la transparence de l'usage des fonds publics et interdisant les négociations.

Les achats responsables répondent à un cadre légal strict

La Constitution fédérale (art.73) impose à la Confédération et aux cantons d'œuvrer en faveur du développement durable, notamment dans le domaine des achats responsables.

La législation genevoise mentionne également à plusieurs reprises le développement durable, en particulier dans l'art. 9A de la loi cantonale sur l'action publique : « L'Etat doit mener une politique d'achats qui tienne compte à la fois des principes d'économie des deniers publics et des principes du développement durable. »

Depuis le 1^{er} juillet 2010, un guide des achats professionnels responsables est disponible pour aider les entreprises et institutions à travers un site internet dédié www.achats-responsables.ch.



Pour donner une dimension supplémentaire au Grand Feu des Fêtes de Genève, une centaine de machines ont été placées autour de la Rade par Skynight.

SKYNIIGHT

Rue des Sablières 14, 1242 Satigny
Tél. +41 22 555 07 10
www.skynight.com



AGENDA

CAFÉ DIGITAL - ÉPISODE 4

Mardi 17 octobre 2017 de 8h30 à 10h30 - CCIG

Sécurisez vos données dans le Cloud

Une mauvaise gestion de ses données peut entraîner une série de risques juridiques, économiques et d'atteinte à la réputation pour l'entreprise. Lors de ce quatrième « Café Digital », deux experts du Cloud ainsi qu'un spécialiste des questions juridiques relatives à la digitalisation d'entreprise et la sécurité des données (dont le cadre est fixé par l'Etat de Genève) donneront des conseils permettant de mieux organiser et sécuriser ses données.

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS : www.ccig.ch/agenda

COMMERCE INTERNATIONAL

Mardi 17 octobre 2017 de 8h30 à 14h
President Wilson Hotel, quai Wilson 47, Genève

Investment and business opportunities in the Sultanate of Oman

Ce séminaire, organisé par la CCIG et la Chambre Arabo-Suisse du Commerce et de l'Industrie, se tiendra en anglais.

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS : www.ccig.ch/agenda

RÉSEAUTAGE POUR LÈVE-TÔT

Jeudi 2 novembre 2017 de 7h30 à 9h30 - CCIG

Le 7h30 de la Chambre

Venez assister aux présentations des entreprises suivantes :

SKYNIIGHT - www.skynight.comSWISS RISK & CARE - www.swissriskcare.ch/entreprisesMIGROS CATERING SERVICES
www.migros.ch/fr/gastronomie/catering-services.htmlEF LANGUAGE LEARNING SOLUTIONS LTD - www.efswiss.chTHIERRY COLOMB - EFFICIENCY COACHING & SELF-DEFENSE
www.thierrycolomb.comIFAGE - www.ifage.chLIVEVENT S.à.r.l. - www.livevent.frROMANDE ENERGIE COMMERCE SA - www.romande-energie.chPROGRAMME ET INSCRIPTIONS : www.ccig.ch/agenda

Jeudi 9 novembre 2017 de 15h à 23h

Hôtel Ramada Encore Geneva, La Praille

15^e Evénement économiquePROGRAMME ET INSCRIPTIONS : www.ccig.ch/agenda

CONVENTION DÉDIÉE AUX SECTEURS BIOTECH ET MEDTECH

Vendredi 24 novembre 2017 de 8h30 à 16h
Swisstech Convention Center, EPFL, Lausanne

Léman Business Matchmaking 2017

Cette convention d'affaires franco-suisse est dédiée aux secteurs Biotech et Medtech. Elle permettra aux entreprises, start-up, industriels, investisseurs, laboratoires de recherche, établissements de soins, clusters, etc. d'identifier de nouveaux partenaires et d'échanger sur les opportunités de ce marché en France et en Suisse.

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS : www.ccig.ch/agenda

EXPORTATIONS

Mercredi 21 février 2018 de 9h à 16h30 - CCIG

Formation continue : Accords de libre-échange et Origine préférentielle

Afin de pouvoir gérer avec succès l'origine des marchandises d'exportation d'une entreprise, des connaissances approfondies sont une nécessité. Une mise à jour continue de l'état des connaissances en la matière est donc indispensable.

Ce séminaire, destiné aux exportateurs agréés, aux entreprises désirant obtenir le statut d'exportateur agréé et à toute entreprise exportant régulièrement vers des pays concernés par les accords de libre-échange, sera animé par Marilyn Guinet et Marc-André Bugnon, de la Direction des douanes de Genève.

Il requiert d'avoir suivi au préalable une formation e-learning.

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS : www.ccig.ch/agenda

IMPRESSUM

CCIGinfo

Bulletin d'information de la CCIG.
Paraît 11 fois par an, 3800 exemplaires

Responsable d'édition:

Alexandra Rys

Rédaction:

Fabienne Delachaux, Nicolas Grangier,
Valérie Oreamuno, Alexandra Rys

Publicité:

Publi Annonces SA, tél. 022 308 68 78

Conception: ROSS graphic design

Impression: Atar Roto Presse SA, Satigny

Informations:

publications@ccig.ch



Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève

4, boulevard du Théâtre - 1204 Genève

Adresse postale

Case postale 5039 - 1211 Genève 11
Tél. 022 819 91 11 - Fax 022 819 91 00MIXTE
Papier issu de
sources responsables
FSC® C008839PERFORMANCE
neutral
myclimate.org

PLATINE

SKYNIIGHT

RAMADA
@ncore
GenevaLa Tour
RÉSEAU
DE SOINS

BCGE

OR

ORACLE

Allianz

GONET
BANQUIERS 1845Groupe Mutuel
Assurances
Vorsicherungen
AssicurazioniDAUDIN&CIE
GESTION DE PATRIMOINE IMMOBILIER

ARGENT

PORTS FRANCS
ET ENTREPRISE DE GENÈVE SASWISS RISK
& CARECATERING SERVICES
MIGROS

BRONZE

MESSERLI
Serviceseu Business
School

CITROËN

fert

easyJet

JTI

CP

accès
Personnel

BDO

PROTECTAS

P&G

BALESTRAFFIC

Procure Systems

TRUB
18 PUBLIERS SA

Electricité Vitale Vert

Fait ici, pour ici.

Changez pour **Electricité Vitale Vert**, 100% écologique et 100% locale.

www.sig-vitale.ch

LES ÉNERGIES SIG

Ce label suisse garantit la provenance de l'énergie et sa production selon les critères écologiques les plus exigeants d'Europe.